

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le député a une question à l'intention du ministre, qu'il la pose.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Oui, monsieur l'Orateur. Je demande au ministre quelles mesures il envisage de prendre pour protéger le système monétaire actuel au Canada, vu que les nouveaux billets qui sont émis ayant cours légal continuent d'être refusés, comme le prouve la note de service remise aux caissières il y a deux jours et signée de M. W. E. Pentecost, gérant du restaurant du Parlement, dans notre édifice.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, on fait crédit à certains députés au restaurant du Parlement. Je vais m'occuper de cette question.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DEUXIÈME PHASE DU PROGRAMME D'EXPANSION DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—LA SIGNATURE DE L'ACCORD—LE FINANCEMENT DES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question au ministre de l'Expansion économique régionale. Un accord concernant la deuxième phase du plan général d'expansion a-t-il été signé entre le gouvernement fédéral et celui de l'Île-du-Prince-Édouard, sinon quand le sera-t-il?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député ait employé le mot «signé». De fait, la signature officielle n'a pas eu lieu. Il est approprié de dire que tous les détails de l'accord ont été mis au point. Une dernière réunion devait être tenue le 9 juillet et suivie de la présentation d'un mémoire au Conseil du Trésor pour obtenir les fonds nécessaires. Je compte qu'il sera signé d'ici quelques semaines, mettons en août.

M. MacLean: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que l'accord, une fois signé, renfermera une disposition reconnaissant la nécessité de financer au moyen de deniers publics des organismes non gouvernementaux, plus particulièrement aux fins de l'aménagement communautaire?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je crois avoir déjà répondu à une question de ce genre. La réponse est oui. Autant que je sache, dans la dernière ébauche de l'accord que j'ai examinée, une disposition traite de l'affectation de fonds dont a parlé le député. On voudra savoir quels organismes recevront ces fonds.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CRAINTE DE CERTAINS NÉO-CANADIENS D'ÊTRE APPELÉS AU SERVICE MILITAIRE AU COURS D'UNE VISITE À LEUR PAYS D'ORIGINE—DEMANDE D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Mme Ursula Appolloni (York-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a été porté à mon attention que de nouveaux citoyens canadiens domiciliés dans ma circonscription craignent de visiter leur pays de naissance de peur d'être enrôlés et contraints de faire du service mili-

[M. Clarke (Vancouver Quadra).]

taire. Dans certains cas, je crois que ce risque s'étend aussi à leurs fils nés au Canada. Le ministre ne pourrait-il pas négocier avec les pays voulus et s'assurer que les droits des citoyens canadiens sont pleinement respectés?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je comprends la préoccupation de l'honorable représentante à ce sujet. Sauf erreur, certains pays ont un régime de double citoyenneté. A cause de ce régime de double citoyenneté, de tels incidents peuvent surgir. Je me renseignerai pour voir ce qui peut se faire.

* * *

LES AÉROPORTS

PROPOSITION D'AFFECTATION D'UNE PARTIE DES CRÉDITS DESTINÉS AU PROJET DE PICKERING POUR AMÉLIORER LES INSTALLATIONS DE MONCTON

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Vu les doutes qui ont cours au sujet de l'aéroport de Pickering, le ministre envisagerait-il de détourner et de transférer suffisamment de fonds de ce projet pour accélérer certaines améliorations qui s'imposent depuis longtemps dans les aéroports, concernant entre autres les services aux voyageurs, la manutention des baggages et du fret et les aéro-gares, surtout à l'aéroport de Moncton?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense avoir clairement indiqué que M. Rhodes, qui représente le gouvernement de l'Ontario, n'est pas nécessairement opposé à la construction d'un aéroport à Pickering, mais qu'il veut en discuter les incidences financières pour l'Ontario. Il n'est pas prêt à accepter l'aéroport à n'importe quelles conditions à moins que nous puissions en arriver à une entente. Je pense que nous allons nous rencontrer. J'ai envoyé un télégramme à M. Rhodes. J'espère que nous allons nous entendre sur les détails d'un futur aéroport à Pickering quel qu'il soit.

M. Lawrence: C'était la question la semaine dernière.

M. Marchand (Langelier): Mais vous n'avez jamais dit non.

* * *

LES PORTS

HAMILTON—LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT QUANT À LA TENUE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une brève question au premier ministre? Puisque, autant que je sache, la résolution adoptée par le conseil de la ville de Hamilton au cours de la seconde moitié de l'année 1974 en vue d'une enquête complète, judiciaire ou autre, pour faire la lumière sur la situation dans le port de Hamilton n'a pas été retirée—en fait l'échevin William McCulloch présente depuis quelque temps des instances à cette fin—le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet de cette résolution et à quel moment entend-il l'annoncer?